



## Conseil économique et social

Distr. générale  
6 mai 2010

Original : français

---

Session de fond de 2010

New York, 28 juin-23 juillet 2010

Point 2 c) de l'ordre du jour provisoire\*

**Débat de haut niveau : examen ministériel annuel :  
mise en œuvre des objectifs arrêtés et engagements  
pris sur le plan international en matière d'égalité  
entre les sexes et d'autonomisation des femmes**

**Déclaration présentée par Marangopoulos Foundation  
for Human Rights, organisation non gouvernementale  
dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique  
et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* E/2010/100.



## Déclaration

Fondation Marangopoulos pour les droits de l'homme salue la décision du Conseil économique et social de consacrer l'examen ministériel annuel de 2010 à la question de l'égalité entre les sexes et d'autonomisation des femmes.

Toutefois, la Fondation constate avec regret que, à part l'accès de quelques femmes à des postes de haute responsabilité, non seulement peu de progrès ont été réalisés depuis l'adoption de la Déclaration du Millénaire en 2000, mais les avancées déjà acquises sont menacées par un retour en force des valeurs et pratiques traditionnelles à des buts politiques!

Tant que les femmes ne jouissent pas, sur un pied d'égalité avec les hommes, et sans discrimination, des droits au travail rémunéré, à l'héritage et à l'éducation, elles ne seront ni vraiment égales aux hommes ni des êtres autonomes.

La crise financière actuelle vient aggraver la situation des populations déjà vulnérables, entre autres, les femmes.

En plus, la Fondation constate avec beaucoup d'inquiétude l'effort coordonné de certains États à faire primer des valeurs et pratiques traditionnelles sur les droits de l'homme. La légitimation des pratiques traditionnelles périmées (la lapidation, le port du voile intégral, la répudiation, etc.) met aussi un frein à des réformes indispensables dans certains pays.

Il faut aussi faire comprendre aux peuples que de telles valeurs et pratiques traditionnelles n'ont pas qu'un aspect symbolique mais que, loin d'être une expression de liberté, elles lèvent, au contraire, une muraille empêchant l'accès du « second sexe » aux droits de l'homme en général.

Au vu des développements précédents, la Fondation propose que :

a) La déclaration ministérielle attire l'attention des institutions financières internationales (le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, etc.) sur le fait qu'il est nécessaire d'introduire, dans les négociations avec des pays demandant leur assistance, des clauses spéciales favorisant les femmes de ces pays;

b) Le Conseil, à travers la déclaration ministérielle, mette un terme à l'effort récent de légitimer des pratiques traditionnelles, ce qui ferait reculer tout progrès réalisé en matière des droits de la femme et écarterait définitivement la réalisation de tous les objectifs du Millénaire;

c) La déclaration ministérielle promeuve le renforcement du rôle du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, en ajoutant au Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes de nouvelles dispositions qui :

i) Déclareraient explicitement comme non nécessaire l'épuisement préalable des voies de recours internes;

ii) Reconnaîtraient le droit de recours aux organisations non gouvernementales protectrices des droits de la femme, non seulement au nom de certaines victimes, mais aussi contre des dispositions du droit interne qui instaurent des inégalités à l'égard de l'ensemble du sexe féminin;

iii) Accorderaient une force obligatoire à ses décisions et consacraient son droit de contrôler l'exécution de celles-ci par les États responsables;

d) La déclaration ministérielle recommande la création, au sein du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, d'une commission spéciale chargée d'examiner les sanctions pénales de divers pays du monde qui sont contraires aux droits de l'homme et au droit humanitaire et dont une grande partie s'applique exclusivement contre les femmes. Abolir toutes ces peines doit être notre but.

---